

Discours de réception de Monsieur Jean El Gammal



Variations sur l'histoire contemporaine

Madame la Présidente,

Messieurs les membres du bureau,

Mesdames et messieurs les membres de l'Académie,

Mesdames et messieurs les élus,

Mesdames et messieurs,

Mesurant l'honneur qui m'est fait, je voudrais présenter devant vous quelques considérations sur l'histoire contemporaine, à laquelle se rapportent mes activités professionnelles depuis des décennies. Elle peut faire l'objet, bien évidemment, de propos très généraux, mais aussi d'approches fort diverses, selon les spécialités ou les centres d'intérêt de ceux qui la pratiquent ou l'apprécient.

En termes universitaires, l'histoire contemporaine est assez aisément identifiable, encore qu'elle soit qualifiée de « *modern history* » en anglais. Lorsque l'on s'intéresse à son extension chronologique, il est vrai, son commencement est un peu incertain, puisqu'il a longtemps correspondu au début de la Révolution française, que revendiquent parfois et même souvent les modernistes, ainsi que le Consulat et l'Empire, voire certains aspects de la monarchie constitutionnelle, au titre de la longue durée. Celle-ci ne relève pas seulement de l'histoire politique, mais aussi, entre autres aspects, du poids du monde rural et de la persistance des anciens régimes, selon l'expression de l'historien américain Arno Mayer. Néanmoins, *grosso modo*, le champ de l'histoire contemporaine s'étend du début du XIX^e siècle à nos jours. Il correspond à un long dix-neuvième siècle, souvent abordé de 1814-1815 à 1914. Il est suivi par ce que l'historien britannique Eric Hobsbawm a appelé un « court XX^e siècle », jusqu'à la fin de la guerre froide. La phase qui va de cette période à nos jours n'est pas encore très

précisément qualifiée. Elle est souvent abordée sous l'angle de la globalisation ou de la mondialisation (mais ce n'est pas la première).

Il n'en subsiste pas moins des ambiguïtés quant à la nature de la contemporanéité. Il peut arriver qu'on lui identifie ce que l'on appelait l'histoire immédiate, selon l'expression répandue par le journaliste Jean Lacouture, ou l'« histoire du temps présent », initialement depuis 1945, sous le signe de laquelle se trouve placé un laboratoire du CNRS. Ne constate-t-on pas, du reste, une certaine porosité entre l'histoire advenue et une contemporanéité qui ne se distingue pas toujours nettement du présent et se périme vite, en un sens, y compris la phase de la fin de la guerre froide, que l'on vient d'évoquer, quand le politologue américain évoquait – non sans contestation, il est vrai – la « fin de l'histoire » ?

En tous cas, les contemporains éprouvent l'influence et les souvenirs parfois récents de ce qu'ils perçoivent comme leur temps. De surcroît, une des tendances à l'œuvre dans les sociétés contemporaines a été qualifiée par l'historien français François Hartog, de présentisme. Corrélativement, l'accélération de l'histoire – l'expression n'est pas nouvelle – contribue à reléguer rapidement dans un passé révolu des événements pourtant récents. Ne m'en tenant pas à ces remarques d'ensemble, je souhaiterais placer au centre de mon discours la notions de variation, moins au sens musical – ce n'est pas mon domaine de compétence – qu'à travers :

- les différents travaux que j'ai eu l'occasion d'effectuer, dont la plupart ont un lien avec l'histoire politique et culturelle, domaine fort vaste s'il en est, et concernent différents espaces et temporalités ;
- un certain nombre de questions relevant des dimensions de l'histoire contemporaine.

Dans un premier temps, je centrerai donc mon propos sur mon parcours, à travers diverses périodes, depuis la fin du XIX^e siècle, même s'il m'est arrivé de travailler aussi sur sa première moitié. J'aborderai ensuite un certain nombre d'enjeux que je n'ai fait qu'esquisser.

À partir de la fin du XIX^e siècle

Initialement, j'ai travaillé sur ce que l'on appelle désormais l'histoire culturelle, publiant dans la revue *Le mouvement social*, en 1979, quelques années après mon mémoire de maîtrise dirigé par Madeleine Rebérioux, mon premier article sur « La peinture mythologique de Gustave Moreau », qui relevait moins de l'histoire de l'art, que des représentations esthétiques, sociales et culturelles durant le seconde moitié du XIX^e siècle. En cette fin des années 1970, tandis que je préparais, sous la direction de Philippe Vigier – spécialiste quant à lui du

premier XIX^e siècle – une thèse relative à Joseph Reinach et la République – ce disciple de Gambetta, qui fut député des Basses-Alpes, est connu notamment comme historien de l’Affaire Dreyfus – j’avais commencé à élaborer une thèse d’État – un genre universitaire désormais disparu, remplacé par l’habilitation à diriger des recherches – sur le poids du passé dans la vie politique française de 1885 à 1900. Je l’ai soutenue en 1990 à l’université Paris X-Nanterre et publiée plusieurs années plus tard sous une forme très abrégée. Cette recherche était pour moi, au sujet de la « fin de siècle » à laquelle je me suis toujours intéressé d’un point de vue littéraire et historique – de même qu’à la Belle Époque qui suit – une manière de :

- conjuguer histoire politique et culturelle, notamment à travers l’étude des discours politiques au sens large : proclamations électorales, affiches, débats parlementaires, articles, essais, mémoires ;
- ne pas m’enfermer dans cette seule période, mais de voir comment les phases successives de l’histoire, depuis l’Antiquité, étaient alors abordées par des personnalités politiques de tous bords comme – parmi bien d’autres – le comte de Mun, Mgr Freppel, Paul Deschanel, Clemenceau ou Jaurès. Pour eux, le passé renvoyait à des enjeux politiques – pas seulement durant les périodes de commémorations – en ces temps d’enracinement de la République et de controverses parlementaires. Il correspondait du reste à des réminiscences scolaires ou universitaires, ainsi qu’à des figures de rhétorique, il est vrai parfois galvaudées.

Plus récemment, en 2013, j’ai publié un livre intitulé *Être parlementaire de la Révolution à nos jours*, qui, toujours au sujet de ce milieu des députés et des sénateurs, constitue une synthèse plus large, prenant en compte la succession des régimes, ainsi que l’évolution du rôle et de composition sociale des représentants de la nation. Dans l’intervalle, alors que j’enseignais à l’université de Limoges, j’ai eu l’occasion de publier deux livres sur la capitale, l’un sur les hauts quartiers de l’Est parisien, l’autre sur les parcours parisiens. Depuis mon arrivée à Nancy, en 1997, j’ai eu l’occasion de m’intéresser aux parlementaires de la région, à travers la direction d’un dictionnaire relatif à la Troisième République, et de publier un certain nombre d’articles sur des thèmes régionaux ou nationaux, notamment dans *Les Annales de l’Est*. Je préside désormais, succédant à François Roth, l’Association des historiens de l’Est.

Enjeux

Il est temps à présent de revenir à un propos plus général. L’étude des représentations politiques du passé fournit des éléments de comparaison, au-delà des évolutions du langage et des discours, et bien évidemment compte tenu de l’allongement du temps dit contemporain, avec des données plus

récentes ou actuelles. On mentionnera la mémoire des guerres mondiales ou de décolonisation ou des multiples aspects du « roman national », illustré en son temps par les diverses éditions du célèbre « Petit Lavisse ». Il est à l'heure actuelle jugé nécessaire ou à l'inverse trompeur, en fonction de clivages politiques ou pédagogiques, qui se recoupent souvent et n'excluent pas des approches intermédiaires, d'autant que le public scolaire est très divers, et évolue de l'école primaire à l'université.

De plus, ce qui, il y a plus d'un siècle, était marqué par des antagonismes entre « fils » proclamés de la Révolution et tenants supposés de l'« Ancien Régime » (ce ne sont pas seulement les termes de Tocqueville, désormais inversés), ne correspond plus directement aux mêmes lignes de partage, même si des rapprochements sont toujours possibles et si des controverses ressurgissent, comme pendant quelques semaines, en cette année 2018, au sujet de Charles Maurras, dont les débuts politiques remontent pour l'essentiel à la fin des années 1890.

Plus généralement, les évolutions de l'histoire en tant que discipline ont également joué. Elle a été successivement dominée, durant les décennies qui viennent de s'écouler par plusieurs courants : les études économiques et sociales privilégiées par l'école des *Annales*, puis les recherches politiques, puis culturelles (incluant le champ du genre). Bien évidemment, cette évolution n'est pas entièrement linéaire et correspond à des dominantes. Certains domaines, comme l'histoire des sciences et des techniques, sont moins explorés mais prennent évidemment toute leur importance en fonction des enjeux actuels. De plus, l'histoire contemporaine a ainsi connu bien des changements ou des variations d'échelle, entre :

- histoire nationale, souvent sous le signe des pouvoirs, des luttes et des institutions qui leur correspondent ;
- approches départementales ou régionales – celles-ci toujours en vogue, au-delà de la mouvante géométrie des régions ;
- histoire urbaine, dont les terrains sont multiples, entre politique, culture, économie et environnement ;
- micro-histoire, relative à des espaces restreints mais dont l'étude est instructive, par exemple à l'échelle du village, de la rue ou du quartier.

À l'inverse, il existe des approches beaucoup plus générales, même si elles peuvent porter sur des thèmes particuliers, dans le cadre d'histoires continentales (il y a eu et il y aurait beaucoup à dire sur les histoires de l'Europe) ou subcontinentales (Amérique du Sud, Moyen- ou Extrême-Orient), si l'on peut s'exprimer ainsi. Présentement, pour une part du champ, l'intérêt se

porte sur l'histoire globale ou connectée des siècles (le XIX^e, notamment, avec les volumes dirigés par Pierre Singarvelou et Sylvain Venayre, ou la somme due à Jürgen Osterhammel) et des espaces, y compris des pays (voir *l'Histoire mondiale de la France* dirigée par Patrick Boucheron, Paris, Seuil, 2016), entre conflits, transferts et déplacements.

Si l'histoire contemporaine n'est pas seule concernée – la sociologie, la géographie, la science politique, l'anthropologie et la littérature le sont aussi – elle est la caisse de résonance de méthodes diverses, de débats et de controverses. Elle est aussi, en un sens, concurrencée par des mémoires qui entendent tirer du passé justifications, revanches ou revendications, ce qui peut entraîner des tensions internes entre groupes ou à l'intérieur de groupes, mais aussi avec les historiens, attachés à leurs spécificités, et qui considèrent aussi les mémoires, en un sens, comme objet d'histoire.

Conclusion

Telle que je m'efforce de la pratiquer, l'histoire, sans perdre son rapport aux sources, qui se sont d'ailleurs considérablement diversifiées, à tel point que l'historien ne peut en avoir qu'une maîtrise très partielle, s'apparente en partie à un jeu de miroirs ou à une mise en abyme.

Elle est moins caractérisée par des approches didactiques – même si elles ont leur utilité – que par la volonté d'éclairer des enjeux et des ambiguïtés parfois difficiles à décrypter. L'histoire, ainsi, n'a rien d'une sorte de citadelle assiégée. Ouverte sur le présent ou plutôt sur les rapports au présent, elle fait parfois de ce qu'elle aborde – les polémiques sur la décadence, par exemple, dont j'ai eu l'occasion de vous entretenir l'an dernier – un objet mis à distance, même si ce n'est pas toujours entièrement possible, car, lent à se cristalliser, il se métamorphose souvent. L'objet peut être politique ou culturel. Il s'inscrit dans des espaces, celui des assemblées, du journal, du quartier. Il peut avoir trait à l'hédonisme, à ses mythes et réalités : ainsi en va-t-il des tables en vue, que j'ai récemment étudiées en relation avec l'histoire de la gastronomie depuis les années 1950. Il doit – ou peut : je n'aime pas tellement les injonctions – relever surtout de la curiosité et de la rigueur.